Rapports de comités

Approfondissons un peu la question. Le 27 septembre 1984, la Société du crédit agricole publie un rapport dans lequel elle déclare sans équivoque que le gouvernement doit agir pour résoudre la crise en agriculture. Finis les discours, finies les promesses. Le temps des élections est passé. Plus de promesses. Il fallait à partir de ce moment-là que les conservateurs agissent. Je sais que c'est en quelque sorte contradictoire, mais de toute façon, nous ne sommes pas plus avancés. Le 27 septembre, la SCA a publié le relevé des entreprises agricoles. Je voudrais vous en lire des extraits. On y dit qu'en janvier 1984, les actifs aux mains des agriculteurs canadiens totalisaient 116.3 milliards de dollars, soit 1.2 milliard de moins qu'environ trois ans auparavant. En dépit du fait que les prix de tous les produits étaient à la hausse, la valeur des terres agricoles baissait. La valeur des actifs agricoles accusait une baisse à cause de la situation économique défavorable. On y dit...

[Français]

Et je lis, il est dit ici dans un des tableaux que, sur une période de trois ans, la valeur nette des agriculteurs a chuté de 99.8 milliards à 95.6 milliards: une baisse de 4.2 milliards. Alors, on voit cet impact qu'a eu la situation économique sur les agriculteurs canadiens.

Et, un peu plus tard, monsieur le Président, au mois de novembre, le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret) ainsi que le ministre des Finances (M. Wilson) ont débuté avec leur mesure de couper les dépenses. Qui ont-ils coupés les premiers? Les riches? Non, pas du tout. Qui ont-ils coupés?

M. Lanthier: Le premier ministre et les ministres.

M. Boudria: Mon collègue dit le premier ministre et les ministres. Non, pas du tout! Monsieur le Président, ils ont augmenté le Bureau du premier ministre de 157 p. 100 en même temps... J'ai bien dit: 157 p. 100. En même temps qu'on a coupé 6,2 millions de dollars au programme agricole pour l'industrie laitière, en même temps, d'un seul coup, monsieur le Président, on augmente les dépenses du premier ministre et on coupe les subventions aux agriculteurs canadiens que je viens d'énumérer très clairement, qui étaient en difficulté financière. On enlève 9,4 millions de dollars au ministère de l'Agriculture qui était en train de fournir des services très valables aux agriculteurs. Qu'ont fait les députés conservateurs? Ils ont félicité le gouvernement. Est-ce croyable, monsieur le Président, d'être partisans comme cela? Les députés conservateurs ont félicité le gouvernement quand ce gouvernement était en train de couper les octrois et les subventions aux agriculteurs.

[Traduction]

Les députés conservateurs se déplacent pour aller s'asseoir derrière les ministres du cabinet. Les surfeurs, comme nous nous plaisons à les surnommer, c'est-à-dire les gens qui se sont retrouvés ici avec la vague conservatrice qui a balayé le pays et qui vont partir avec le reflux aux prochaines élections, pourquoi n'ont-ils pas pris la parole ce jour-là? Pourquoi se sont-ils contentés de s'asseoir derrière les ministres à essayer de se montrer aux caméras de la télévision? S'ils tenaient absolument à paraître à la télévision, pourquoi ne se sont-ils pas levés à la défense des intérêts des électeurs? C'était pourtant ce qu'ils avaient promis de faire quand ils ont sollicité le mandat

populaire. Non; les conservateurs ne s'en sont pas donné la peine.

● (1540)

Voyons voir. En janvier, le ministre des Finances (M. Wilson) a permis la diffusion de ce document intitulé *Questions fiscales dans l'agriculture*. On disait dans ce document que les agriculteurs, de l'avis du ministre, n'étaient pas en si mauvaise posture. On y soutenait que la situation des agriculteurs à plein temps était relativement comparable à la situation des travailleurs d'autres secteurs dont beaucoup travaillent à temps partiel, et que par conséquent ils n'étaient pas à plaindre. La logique de ce raisonnement m'échappe. Les agriculteurs à plein temps sont comparés aux travailleurs à temps partiel et font l'objet de toutes sortes d'autres comparaisons insignifiantes et ridicules dans ce document. Le ministre des Finances aurait eu intérêt à le lire avant d'en autoriser la diffusion car son nom y figure.

Quoi qu'il en soit, le document dont je viens de parler a été rendu public. J'en distribué 1,500 exemplaires dans ma circonscription car je voulais que mes électeurs sachent ce que le gouvernement soutenait à propos des agriculteurs. De toute évidence, cette affaire a causé beaucoup d'ennuis au ministre des Finances. Il ne savait que faire. Après tout, il était tombé dans le piège. Le leader parlementaire du gouvernement a décidé que le comité permanent ferait des recommandations dans un double but. D'abord, elles tireraient du pétrin le ministre des Finances et ensuite elles permettraient de créer des programmes qui aideraient les agriculteurs tout en donnant au gouvernement la possibilité de tenir certaines de ses promesses électorales.

Vous vous souvenez, monsieur le Président, des promesses que j'ai énumérées. Certaines portaient sur les finances agricoles, sur l'article 31 de la Loi de l'impôt sur le revenu, sur le refinancement des agriculteurs en difficulté au moyen des obligations agricoles et, bien sûr, sur la question des gains en capital, comme vient de me le rappeler très éloquemment mon collègue le député de Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe (M. Tobin).

Le comité a présenté des recommandations qui se trouvent dans ce rapport. C'est la raison pour laquelle nous sommes là aujourd'hui. Je rappelle aux députés que nous sommes là pour demander d'adopter un rapport qui a été accepté à l'unanimité par un groupe de députés membres d'un comité. Ces membres du parti conservateur, le parti que je représente, et du nouveau parti démocratique, ont travaillé très dur. Nous avons laissé de côté les discussions sectaires pour permettre aux membres de réfléchir surtout à l'agriculture. Je dois admettre qu'à l'occasion, je me suis senti frustré mais nous avons finalement produit un rapport contenant huit recommandations, dont trois portaient sur la question dont j'ai parlé il y a un instant, la modification de l'article 31 de la Loi de l'impôt sur le revenu pour qu'elle soit juste et qu'elle permette de faire des plans de refinancement par le biais des obligations agricoles notamment et soulager les agriculteurs qui prennent leur retraite du fardeau de l'impôt sur les gains en capital.

Nous avons maintenant décidé ce que nous voulons faire à l'heure actuelle. Tout ce que nous voulons, c'est que la Chambre accepte le fait qu'un comité parlementaire a décidé à l'unanimité que ce système serait avantageux pour les agriculteurs. Que s'est-il passé? Un député conservateur qui repré-